

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE L'APC DE BOUIRA

De nouveau le pourrissement

C'est le pourrissement de nouveau à Bouira. Le désaccord né entre le syndicat UGTA des travailleurs de l'APC et la tutelle va déboucher, encore une fois, sur un pourrissement dont le seul perdant sera le citoyen.

C'est le citoyen qui se retrouve dès le premier jour piégé par les quantités d'ordures ménagères qui s'amoncellent dans les quartiers et sur les trottoirs. Outre l'odeur nauséabonde, ce sera davantage de moustiques qui pollueront les nuits du citoyen en ce début d'automne.

D'après le président de la section locale, Mezine Mohamed, le taux de suivi de la grève est estimé à 95% parmi les 741 travailleurs que compte l'APC de Bouira.

Parmi les points de discorde



Photo : DA

qui ont amené la section syndicale à déclencher cette grève illimitée, figure le problème de

paiement des salaires à temps ; une question qui dépend de l'APC et qui vient d'être réglée.

Cependant, d'autres points sont soulevés par les travailleurs et concernent notamment le quota de logements LSP promis, soit 300 logements dont seuls 70 sont en cours de réalisation, 50 non encore lancés alors que 180 ne sont même pas programmés. Il est question également de la prime de guichet dont les travailleurs des APC attendent depuis plus d'une année la circulaire d'application auprès du ministère de l'Intérieur, l'ouverture de postes budgétaires pour le recrutement définitif des contractuels qui totalisent plusieurs années de service et, enfin, le problème d'habillement pour les travailleurs de la voirie.

Rappelons que lors de cette grève, des permanences étaient assurées au niveau de l'état civil pour les nouveaux-nés et les décès ; ainsi que chez les travailleurs de la voirie qui enlèvent les déchets ménagers au niveau de l'hôpital et la pouponnière.

Cela étant, si la grève est qualifiée de réussite du point de vue suivi, le président de la section se dit très déçu de ce que les pouvoirs publics n'engagent les négociations avec le partenaire social qu'après l'entame de la grève et cela, tout en sachant que celle-ci pénalise grandement le citoyen.

Y. Y.

BLIDA Les souscripteurs aux 75 logements LSP de Bougara déposent plainte

Les souscripteurs aux 75 logements sociaux-participatifs de Bougara, à 25 kilomètres à l'est de Blida, viennent de déposer plainte auprès du procureur général de la cour de Blida.

Et pour cause, ils n'ont pas pu bénéficier de leurs logements alors qu'ils ont déposé leurs dossiers depuis plus de cinq ans et payé l'apport initial d'un montant de 100 millions de centimes chacun.

Pour dénoncer cet état de fait, ces derniers ont dû organiser plusieurs mouvements de protestation.

Mais n'empêche que le projet n'a jamais démarré. Et c'est là que les concernés découvriront que le véritable promoteur n'est autre qu'un malade mental dont le père, un repris de justice, avait constitué en son nom le dossier d'obtention du marché.

Pis encore, lorsqu'ils ont voulu consulter le compte bancaire de ce promoteur, ils se sont aperçus qu'il était vide car le père aurait retiré tout l'argent.

Selon la requête déposée auprès du parquet général, le promoteur aurait avoué qu'une partie de l'argent aurait été remise à des responsables administratifs.

Et c'est pour toutes ces raisons que les victimes de cette arnaque veulent que la lumière soit faite sur cette affaire.

M. B.

M'SILA

Le Cnapest en grève de trois jours

Les enseignants du palier secondaire ont répondu à l'appel du conseil de wilaya du bureau du Cnapest à un débrayage de trois jours à partir de ce lundi 23 septembre, dénonçant l'anarchie et les dépassements que connaît le secteur de l'éducation à travers les établissements scolaires tous paliers confondus, voire même au sein de la Direction de l'éducation.

Cette grève a été décidée à l'issue de la réunion du conseil de wilaya de ce syndicat des enseignants du palier secondaire tenue le 14 septembre dernier au siège du Cnapest, où les membres du conseil ont discuté plusieurs points relatifs à l'anarchie qui règne dans ce secteur, notamment en cette rentrée scolaire.

Selon le communiqué de presse, le conseil de wilaya relève le mauvais comportement de quelques directeurs d'établissement envers leurs collègues professeurs, qui n'hésitent pas à les humilier. Tel est le cas du directeur du lycée Messaâb-Ibn-Omar de Aïn-El-Melh qui refuse même de signer la reprise ou l'arrivée d'une nouvelle recrue.

Le conseil cite également l'irresponsabilité de la Direction de l'éducation qui procède à un travail bâclé dans l'ouverture des postes budgétaires qui a engendré, dit encore le communiqué,

une véritable anarchie dans la remise des affectations des enseignants, dont une grande partie attend jusqu'à ce jour la signature de leur P-V d'installation.

En outre, le Cnapest a évoqué lors de cette réunion, la surcharge des salles de cours, une situa-

tion qui va à l'encontre des réformes pédagogiques. Selon le communiqué, des classes ont dépassé les 40 élèves chacune, contrairement au nombre de 30 élèves qui est déclaré au ministère, ceci influe sur les prévisions en vue d'ouvrir des postes budgétaires et se répercute aussi sur la surcharge du volume horaire, notamment dans les nouveaux établissements scolaires.

D'ailleurs, des enseignants de français et d'anglais font jusqu'à 25 heures par semaine. Par ailleurs, on se pose des ques-

tions sur l'absence des équipes administratives dans bon nombre de ces établissements en cette rentrée scolaire où l'on a besoin de moyens et de matériels pédagogiques et didactiques, de l'équipement des nouvelles salles de cours, dans les labos et dans les salles d'informatique.

Dans le communiqué de grève, le Cnapest n'a pas omis d'évoquer les mauvais résultats de fin d'année plaçant la wilaya de M'sila, depuis plusieurs années, parmi les dernières.

A. Laïdi

1,19 milliard DA pour financer

173 projets communaux de développement

Une enveloppe financière de 1,19 milliard de dinars a été allouée au financement de 173 projets dans la wilaya de M'sila, dans le cadre des PCD (Plans communaux de développement) de l'année 2013, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya.

Ces projets portent essentiellement sur le renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable, la création de nouveaux réseaux d'évacuation des eaux usées, l'extension du réseau d'électrification rurale et sur le désenclavement de plusieurs localités et hameaux isolés, a-t-on précisé de

même source. Toutes les actions inscrites dans ce cadre, déjà lancées sur le terrain, ont atteint un taux global d'avancement de l'ordre de 50%, a-t-on également indiqué à la wilaya, affirmant que les projets en question seront réceptionnés «avant la fin du premier trimestre de l'année 2014».

La réalisation de ces projets, outre l'amélioration des conditions de vie des habitants des 47 communes de la wilaya, a contribué à la création d'emplois au profit de la population des régions concernées et offert un plan de charge aux entreprises locales et aux artisans activant dans le cadre de la sous-traitance, a-t-on encore ajouté.

APS